

---

## Tristesse d'un lendemain de fête dans l'Orient arabe

Salame

### Résumé

Alors que les prix du pétrole sont en chute libre, des problèmes que ce dieu de la prospérité factice avait masqués réapparaissent avec force : violences, misères et autres raisons de désespérer que le baume pétrolier ne soulage plus, que la foi religieuse ne saurait, en soi, effacer. L'Orient arabe est actuellement vulnérable, impuissant à mettre fin à ses conflits avec lui-même et avec les autres. Pour que l'espoir réapparaisse, il faudrait (aussi) que l'Occident ait d'autres politiques, et l'Europe un attachement plus net au bon voisinage avec les Arabes.

### Abstract

The Morning-After Dépression in the Arab Orient, by Ghassan Salamé

As oil prices are plummeting, the problems masked by this god of artificial prosperity are now reappearing forcefully. Oil revenues no longer relieve violence, misery, and other reasons of despair, which cannot be eradicated by religions faith alone. The Arab Orient is now vulnerable and unable to end its internal conflicts or those with the outside world. Hope will reappear (also) if the West can change its policies and if Europe can favor stronger ties with the Arabs.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Salame. Tristesse d'un lendemain de fête dans l'Orient arabe. In: Politique étrangère, n°2 - 1986 - 51<sup>e</sup>année. pp. 407-417;

doi : 10.3406/polit.1986.3577

[http://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1986\\_num\\_51\\_2\\_3577](http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1986_num_51_2_3577)

---

Document généré le 09/06/2016

Ghassan SALAME \*

## Tristesse d'un lendemain de fête dans l'Orient arabe

**T**el un corps alourdi par l'ivresse de la veille, handicapé par un manque de détermination, hébété par des secousses violentes autant que par la crainte de leur retour, l'Orient arabe souffre à chacun de ses contacts avec l'extérieur. Frustré par le déclin des prix de son pétrole, entretenant avec le monde qui l'entoure une relation toute de violence, inquiet quant à son avenir, il vit son jour le jour avec désenchantement et parfois dans le tragique. Souvent, trop souvent, la violence meurtrière est tournée contre soi-même, comme les Libanais, victimes d'une espèce de mécanisme infernal, ne cessent de le montrer.

Jamais, dans leur histoire moderne, les Arabes ne sont morts, en si grand nombre, au milieu d'une telle indifférence et avec une telle impunité. Ils paraissent parfois insensibles à la mort des leurs et à l'agonie de leurs sociétés. Et je ne parle pas des assassinats célèbres, ou du moins célébrés : celui d'un Sadate porté par l'hybris d'un isolement assumé dans l'orgueil, d'un ayatollah vénéré à la veille d'une éventuelle répétition en Irak du happening iranien ; ou celui d'un chef de guerre libanais druze, chiite ou maronite oublieux de sa propre fragilité et de celle de son petit pays. Je parle de la mort quotidienne et anonyme, celle qui est prosaïquement politique, c'est-à-dire évitable et non évitée, celle que les hommes suscitent, et non celle accidentelle d'une usine à Bhopal, naturelle d'un volcan en Colombie ou d'un tremblement de la terre mexicaine.

En une semaine, en janvier, des milliers de Sud-Yéménites sont morts dans une vulgaire lutte pour le pouvoir dans les rues d'Aden. Depuis ce fatidique jour de septembre 1980 lorsque la guerre a embrasé les bords de Chatt al-Arab, des centaines de milliers d'Irakiens et d'Iraniens sont tombés sur le champ de bataille, emportés par une guerre d'une violence inouïe, broyés par les ambitions de dirigeants prisonniers de leur propre vocabulaire. Et l'énormité maca-

\* Professeur à l'Université américaine et à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (Liban).

bre du drame libanais cadre si mal avec l'exiguïté du territoire autant qu'avec l'inconsciente jovialité du Liban d'avant 1975. Les morts tripolitaines d'un raid reaganien, le souvenir insupportable de tous les innocents tués devant un comptoir d'aéroport, sans parler des otages politisés contre leur gré par des geôliers injustes s'ajoutent à une statistique que l'on aimerait tant voir tenir par d'autres, si la déroboade n'était pas devenue le comportement diplomatique par excellence.

Les causes ne manquent pas pour couvrir ces morts, elles peuvent difficilement les justifier. Paradoxalement la survie des uns est mise à profit pour expliquer la mort des siens ou des autres. Le droit des gens permettrait sans doute de distribuer les apparences de légalité à certaines « guerres justes », « légitimes défenses » et autres « luttes de libération par tous les moyens ». Mais les impasses se multiplient de jour en jour, de guerre en guerre, de rapprochement en brouille.

### **Calcutta sur le Nil ?**

C'est en Egypte, première escale arabe de son *Voyage en Orient*, que Nerval avait d'abord senti une odeur de mort. Plus imaginatif, et sans doute plus malade que Thomas Mann à Venise, il a fui la mort rampante dans les ruelles poussiéreuses du Caire en se lançant dans une somptueuse résurrection du calife fatimide al-Hakim à qui il s'est identifié. Paradoxalement, c'est la vie qui est aujourd'hui pesante en Egypte, une vie qui a réussi à conquérir la cité des Morts dans la banlieue cairote où des milliers d'Égyptiens sans logis ont choisi de s'établir plutôt que de se coucher sur des trottoirs en béton. Et ils sont ainsi l'illustration d'une vie dont l'expansion est telle, qu'elle porte en elle-même les germes de sa propre destruction.

Au-delà de toutes les hypocrisies, l'Égypte fait obligatoirement penser à Malthus. Le pays compte 50 millions d'habitants, 100 millions dans trente ans si le rythme de fertilité actuel est maintenu. Entre 1972 et 1982, l'Égypte a connu la croissance démographique la plus rapide du monde (40 %), ce qui explique bien pourquoi 43 % des Égyptiens ont moins de quinze ans. Seulement une Égyptienne sur trois a recours à quelque moyen de contraception que ce soit, et ce, après avoir donné la vie à quatre ou cinq enfants. Les technocrates du planning familial sont désespérés, face à l'obstination populaire et au manque de détermination gouvernementale.

Si Alexandrie a dû refouler ses estivants de l'été dernier, c'est à cause de son impuissance à affronter le problème des égouts et de l'invasion des moustiques qu'il favorise. Au Caire, le système des égouts est saturé depuis 1927. La nappe phréatique détruit les fondations des immeubles, à moins que ces derniers ne s'écroulent du fait de surélévations anarchiques des immeubles auxquels l'on ne

cesse d'ajouter une pièce ou un étage sans toujours tenir compte de leur solidité. Certains quartiers du Caire sont six fois plus peuplés que Manhattan. Dans le vieux Caire, André Raymond déplorait, il y a déjà douze ans, « *une misère qu'aggrave la négligence des services publics dans Le Caire oublié. Des immeubles modernes vite dégradés remplacent des constructions anciennes prématurément usées par un entretien insuffisant et par une occupation trop dense* ». Ce spectacle est visible aux pieds mêmes de l'orgueilleux Ramsès Hilton, si le concierge ne vous a pas gratifié d'une chambre avec vue sur le Nil.

Une recherche plus récente indique une sérieuse aggravation au cours de la décennie écoulée. Derrière la floraison des Hilton, Sheraton et autres logis temporaires pour touristes, la vie quotidienne de l'habitant cairote devient étouffante, et l'on comprend bien les lamentations d'un intellectuel égyptien constatant la mutation du splendide Caire des Fatimides en un autre Calcutta. Dans le vieux Caire, « *50 à 60 % des logements sont vétustes, 70,4 % comportent une seule pièce, 27,6 % deux pièces, 22,8 % trois pièces et 9,2 % quatre pièces. 12 % des ménages partagent leur logement avec un autre ménage et 9,5 % avec plusieurs ménages. Les six qisms de la vieille ville et de Boulaq ont des densités de plus de 1 000 habitants par hectare, ils ont atteint un seuil de saturation extrême* ».

Les experts égyptiens, patriotes et lucides dans leur grande majorité, sont aujourd'hui plus désespérés que l'homme de la rue. Car ils voient mieux l'avenir immédiat et il est noir. Le déclin des prix pétroliers, l'insécurité dans la Méditerranée orientale et l'impuissance d'un gouvernement malade de sa bureaucratie alourdissent grandement l'horizon social et politique.

Petit producteur de pétrole (825 000 barils/jour en 1984), l'Égypte n'exportait que le quart de sa production. Ce volume modeste est pourtant en baisse, et les revenus pétroliers en chute libre. Si l'Égypte pouvait compter en 1982 sur 3 milliards de dollars de la vente de son pétrole, elle devrait se considérer heureuse de compter sur un tiers de ce chiffre en 1986. Une source plus importante encore de recettes extérieures, les transferts des travailleurs expatriés, est également en train de se tarir : de 4 milliards de dollars, ce volume pourrait tomber à 2 milliards en 1986 ou 1987. Car les Égyptiens reviennent dans leur pays du fait de la contraction économique dans les pays du Golfe et ceux qui s'expatrient ont de moins bonnes conditions d'embauche. Le tourisme, enfin, sur lequel l'Égypte avait tendance à trop compter, est moins généreux que prévu, et l'insécurité politique en Méditerranée n'a rien fait pour arranger les choses. Après l'incident de l'*Achille Lauro* et l'attaque contre la Libye, il sera difficile de convaincre les Américains d'aller dépenser leurs dollars dans les échoppes rutilantes d'objets dorés de Khan al-Khalili.

Alors que l'Égyptien est à la recherche d'un travail (ou d'un second pour suppléer en soirée un premier job trop mal payé), les dirigeants peuvent difficilement quitter des yeux une litanie de chiffres en rouge : une croissance de 4 % par an (au lieu des 8,5 % prévus), un déficit des comptes courants de près de 2 milliards de dollars en 1985/1986, une dette extérieure qui a grimpé de 21 milliards de dollars à la fin 1982 à 35 milliards en 1986, un déficit alimentaire de plus de 4 milliards de dollars, etc. Comment dans ces conditions pouvoir augmenter la solde des policiers ? Comment les convaincre de ne pas se rebeller lorsque celle-ci ne dépasse pas 4 dollars par mois ? Comment éviter l'explosion sociale ?

Le gouvernement de Hosni Moubarak ne manque pas de qualités et la toute première est la modestie. Après les rêves grandioses de deux présidents ambitieux, le ton au Caire est celui d'une recherche obstinée de remèdes aux problèmes de la vie quotidienne. Mais il faut beaucoup de courage politique à cet ancien pilote pour les appliquer. Les années d'ouverture politique sous Sadate ont créé une couche sociale très bien introduite dans l'Etat et qui n'est nullement prête à se sacrifier sur l'autel des intérêts nationaux. Une campagne de modernisation idéologique, qui freinerait l'urbanisation chaotique ou l'expansion démographique, est difficile à conduire dans une société profondément traversée par les courants fondamentalistes. Un appel à l'étranger est rendu difficile par la générosité très restreinte de l'Administration américaine actuelle autant que par le reflux des revenus pétroliers des pays arabes et leur hésitation à aider le pays qui a signé les accords de Camp David.

Lorsque les sionistes du début de ce siècle, avaient en vain essayé de convaincre le sultan ottoman de leur octroyer la Palestine qui relevait alors de la Porte, ils avaient fait miroiter à ses yeux l'aide que les banquiers juifs d'Europe pourraient lui apporter pour soulager sa si pesante dette. Est-il possible de ne pas y penser lorsque Shimon Pérès dit toute sa préoccupation intéressée pour l'avenir de l'Égypte ? Le nouveau plan Marshall qu'il a proposé à Washington, au printemps, relève d'une inspiration peu sharonienne. Car le premier ministre d'Israël sait que les accords de Camp David sont la victime désignée d'un effondrement économique et social de l'Égypte. Il devine, s'il n'a déjà entendu, la déception des Égyptiens dont le Président avait, au jour de la signature, si maladroitement associé la paix avec Israël à la prospérité du pays.

La première s'est établie, froide, distante, minimale mais réelle, en dépit des coups de feu passionnels d'un soldat nationaliste contre des campeurs israéliens au Sinaï, ou de ceux d'un militant contre des diplomates israéliens au Caire. La prospérité, elle, ne s'est pas réalisée. Tout au contraire, l'aide américaine et surtout la politique d'ouverture économique ont fortement accentué les clivages de

classe, clivages qui, naturellement, bénéficient à ceux qui ont été les plus proches de Sadate et les thuriféraires de sa fameuse « initiative ». Le lien entre Camp David, l'*infitah*, le sadatisme politique et l'alignement sur Washington aura été inscrit à jamais dans l'esprit de quiconque, au Caire, arrive à se détacher des innombrables tracasseries de la vie quotidienne pour s'occuper de la chose publique.

Ceux qui ont la foi sont le mieux armés pour vivre ce détachement. Le fondamentalisme religieux en Egypte apparaît alors comme un néo-nationalisme plus soucieux d'authenticité culturelle, plus respectueux de l'éthique musulmane. Il faut s'attendre à une absorption lente, probablement graduelle et généralisée par l'Egypte de ce réveil religieux. Parti de la base, l'élite y est déjà perméable et le sera encore davantage, par conviction ou, souvent, par calcul.

Mais il est des misères que l'idéologie, si authentique soit-elle, peut difficilement annuler. Celle de l'Egypte, menacée d'être un nouveau Bangla Desh sur le Nil, est fondée sur un déséquilibre de plus en plus grave entre les ressources et la démographie. Il est difficile de croire que plus de nationalisme, plus de socialisme, plus de pragmatisme ou plus d'islam, pour rappeler, dans l'ordre, les mots d'ordre qui ont successivement secoué le pays, puissent, en eux-mêmes, résoudre le dilemme. L'Egypte est en fait dans l'attente d'un miracle improbable.

### **Le Liban et sa machine infernale**

« *Ô nuages de mon pays béni* », s'écria Nerval, maintenant en rade de Beyrouth, d'un Beyrouth accueillant surtout parce que si moite après l'étouffement du désert qui enserre l'Egypte. Mis en quarantaine, puis admis dans la petite échelle du Levant, Nerval laissera encore libre cours à son imagination : il croit être tombé amoureux d'une jeune fille druze élevée par des religieuses catholiques. Sa perspicacité aura ainsi retracé les frontières confessionnelles qui séparaient les Libanais et les dressent aujourd'hui les uns contre les autres. Mais son amour tout imaginaire les aura aussi symboliquement rassemblés autour d'un banc d'école.

Synchrétisme difficile à soutenir au moment où l'on perd les traces des pas d'un compatriote de Nerval sur les sables mouvementés de la plaine de la Békaa. Michel Seurat aimait le Liban jusqu'à partager ses peurs, sa vulnérabilité et peut-être sa fatale passion. Mais, au-delà de son profil vaguement barbu, de sa soif de savoir, de son courage physique et intellectuel, il y a tout le drame d'une rencontre orageuse de l'Orient arabe avec l'Occident. Celui-ci avait réussi à trouver un langage commun avec ses ennemis locaux, nationalistes, anti-impérialistes et autres Palestiniens. Il commerçait avec ses clients autant qu'avec ses détracteurs, il négociait avec ses admirateurs autant qu'avec ses adversaires.

Mais le précédent de l'ambassade américaine de Téhéran montrait que l'on pouvait rompre ce négoce, mettre fin à la communication, arrêter ce commerce de l'esprit et des choses tout en humiliant une grande puissance. Ce précédent n'est guère passé inaperçu et il a trouvé une terre fertile au Liban qui a accueilli, souvent en les rendant caricaturales, les grandes tendances nées ailleurs au Moyen-Orient. Les rues de Beyrouth ont accueilli l'indépendantisme libéral des années 40, le nassérisme militant des années 50, les idées socialistes de la décennie suivante autant que le militantisme religieux d'aujourd'hui. Cette hospitalité n'a jamais été gratuite : d'innombrables groupes libanais ont su associer leur enthousiasme à des soucis mercantiles en vue de faire payer à leurs nombreux tuteurs-inspireurs régionaux le prix de leur ralliement. De l'argent, des armes, et d'autres formes de soutien ont été prodigués avec les idées. Par un mélange d'aveugle sincérité et de sordides intérêts, tous les chefs « inspirés » de la région ont su susciter un écho libanais à leurs discours, des répliques libanaises à leurs pratiques.

Alors que le modèle iranien habite l'esprit de certains Libanais, le précédent israélien d'un réduit religieusement homogène habite l'esprit des autres. Et ce, pendant que la toute proche Syrie ne cesse de rappeler la pesanteur de ses « fraternels efforts ». Ces interférences limitent l'appétit de paix des Libanais et plus particulièrement de ceux qui n'existent politiquement que « grâce » à la guerre, et dont la guerre est la raison d'être et de diriger.

Non que la volonté de paix civile ait disparu, mais elle est comme enchaînée au comportement elliptique de chefs prisonniers de leurs schémas simplistes autant que de leurs compromissions étrangères. Témoins les trois tentatives de redressement qui se sont succédées depuis l'invasion israélienne de l'été 1982. Dans un premier moment (1983), sous la houlette d'Amin Gemayel, une sorte de présidentia-lisme cachant mal un esprit de restauration hégémonique et allié à l'Occident a été tenté. Un an plus tard, cette tentative s'effondrait face à l'opposition locale qu'irritait la concentration peu consensuelle du pouvoir, que soutenait une Syrie déterminée à briser l'accord israélo-libanais du 17 mai, et qu'encourageait le mélange de maladresse et de contradictions de l'Occident dans l'affaire libanaise.

Le présidentia-lisme a laissé la place à un gouvernement d'unité nationale (1984) qui représentait assez bien l'équilibre instable des forces au lendemain des défaites du régime dans les montagnes du Chouf et dans les ruelles dangereuses de Beyrouth-Ouest. Cette tentative, plus consensuelle certes, était promise au même échec, si bien illustré par l'incroyable flambée de violence qui a accompagné le passage de ce gouvernement devant le Parlement pour obtenir sa confiance. Le Cabinet devait associer le vieil *establishment* politique, aux notables d'avant 1975 recyclés dans l'art de la guerre ainsi

qu'aux chefs directement produits par la guerre. Il devait, dans sa composition, institutionnaliser le nouveau rapport de forces autant que le combat entre milices.

Mais aucun des acteurs n'a vraiment essayé de jouer sa partition. En fait, tous se comportaient comme si cette « unité nationale » était une phase transitoire vers un rétablissement de leur autorité pour les partisans du régime ou de nouvelles victoires pour l'opposition. Les acteurs avaient sans doute une perception irréaliste de leurs moyens, qui les empêchait de composer : le président Gemayel (en amadouant la Syrie avec l'abrogation de l'accord du 17 mai) pensait pouvoir rétablir son emprise sur les zones récemment perdues ; l'opposition espérait pouvoir pousser son avantage pour extorquer au régime des concessions institutionnelles majeures ; la Syrie pensait pouvoir exclure graduellement toute influence extérieure autre que la sienne, en vue d'une satellisation exclusive. Cela sans oublier que le gouvernement d'unité nationale avait « oublié » d'inclure les Forces libanaises en son sein.

Leur révolte contre Amin Gemayel au printemps 1985 sonnait le glas d'une unité nationale, artificiellement incarnée dans un gouvernement qui n'arrivait même pas à se réunir. Commençaient ainsi la troisième tentative de solution (1985), celle d'une rencontre des trois principales milices du pays sous l'égide exclusiviste de la Syrie. Cette nouvelle formule devait conduire vers la signature à la fin 1985 du fameux accord de Damas qui contenait d'importantes concessions à la Syrie (dans son chapitre IV) et une substantielle altération des institutions dans un sens globalement favorable aux musulmans du pays.

Une nouvelle rébellion au sein des Forces libanaises hostiles à l'accord signé pour elles par leur chef d'alors (Elie Hobeika) mit fin à ce troisième mode d'emploi pour le passage à la paix civile. Le Liban est entré depuis dans une impasse quasi totale, marquée par un effondrement économique sans précédent, le départ des étrangers qui se hasardaient encore à rester, sans compter le lot quotidien d'obus et celui, hebdomadaire mais plus meurtrier encore, des voitures piégées. Une manipulation intense des catégories religieuses, chrétienne d'une part, islamique de l'autre, illustre la prolifération des « fous de Dieu » inspirés par telle république islamique ou tel Etat juif, mais qui convainquent peu les Libanais, moins à l'aise dans la foi religieuse que dans la fallacieuse sécurité des appartenances confessionnelles.

Les chefs de guerre, « inspirés » ou non, jouissent en attendant de l'exil massif de l'élite intellectuelle et professionnelle du pays, et qui n'a jamais montré d'enthousiasme pour ces débordements de foi religieuse, d'allure bien douteuse. Il sera cependant aussi difficile pour ces chefs de la guerre que pour les notables souvent corrompus



qu'ils ont remplacés de trouver la clef de la paix. Celle-ci a besoin de l'apport de ceux que la guerre a poussés au silence ou à l'exil, et qui sont moins disposés, et ont peu d'intérêt, à voir la guerre s'éterniser. Leur absence équivaut, dans une large mesure, à celle de l'idée d'Etat autant qu'à celle d'un projet de paix.

En attendant, les grands groupes confessionnels, mués en milices surarmées, se disputent des visions contrastées de la géographie. Il y a ceux qui veulent que la surface déjà exiguë du pays reflète exactement (c'est-à-dire au prix de nouvelles destructions) la variété confessionnelle de la société. Ce sont les partisans de la projection pure et simple de l'identité confessionnelle sur le territoire au moyen du partage, à tout le moins de la cantonisation. Ils s'opposent à ceux qui, forts de la loi du nombre érigée par eux en règle sacrée, condamnent tout lien entre le politique et la terre, et ne sont par conséquent pas prêts à accepter un début de décentralisation. Un troisième groupe est composé de groupes de sécularisants qui nient l'existence d'un tel lien, et disent que le démembrement du pays ne saurait avoir lieu parce que rien ne l'annonce dans leurs ouvrages de référence, marxistes ou nationalistes. D'autres voudraient simplement atténuer les clivages confessionnels, devenus territoriaux en reconnaissant des zones d'influence confessionnelle privilégiée. D'autres enfin pensent que seule l'unité avec la Syrie résoudrait une situation aussi complexe.

Contrairement à l'idée passablement exagérée qu'ils se font souvent d'eux-mêmes, les Libanais devraient reconnaître que le virus qui mine leur pays ne s'est pas encore attaqué à leurs voisins. Puissances régionales et internationales ont jusqu'ici réussi à mettre le Liban en quarantaine. Comment convaincre les Libanais que c'est là une chance pour eux, la chance de se retrouver et de se réconcilier ? Mais y a-t-il encore des Libanais au Liban, ou se sont-ils tous trop identifiés à quelque identité mythique, extraite du passé ou rêvée pour l'avenir, pour accepter encore le prosaïsme d'un Etat relativement démocratique et modérément souverain ?

### **Golfe : le (sang) rouge sans (l'or) noir**

Ailleurs dans l'Asie arabe l'on vit sous le poids également lourd des prix écroulés du pétrole et du bruit du canon sur Chatt al-Arab. Mais le Golfe s'est déplacé. Il y a une dizaine d'années, le mot était synonyme de pétrole ; aujourd'hui il indique en priorité une guerre, une terrible guerre, sans doute la plus dure du XX<sup>e</sup> siècle, en dehors des deux conflits mondiaux. Mais qui s'en inquiète vraiment, tant l'habitude est profonde de voir le puits, le pipe, et la raffinerie plutôt que les hommes qui vivent à leurs côtés ? Le déplacement sémantique indique aussi une chute de l'intérêt. La guerre éclate, dure, broie des pays dans une espèce d'indifférence internationale, à

peine troublée par les lamentations d'un commerçant qui a perdu sa mise en Irak ou la poussière aveuglante d'une nouvelle « vague humaine » iranienne. Le reste du Golfe peut se faire oublier : alors que des centaines d'ouvrages sortent, avec une décennie de retard, sur l'Arabie Saoudite, l'Amérique est passionnée par Lee Iacocca et David Stockmann et ses autres autobiographes. Le *New York Times* écrivait, il y a sept ans, qu'une manifestation de 100 hommes à Abou Dhabi ferait passer une nuit blanche au président américain. Aujourd'hui, le journal ne prend plus la peine de noter son souverain oubli de cette région du monde.

La guerre du Golfe est maintenant audible à Koweït, et suscite des craintes tout au long de la rive arabe du Golfe. Les thèses optimistes pullulent : à la mort de Khomeiny, ou à la chute de Saddam Hussein, ou lorsque les 5 milliards de dollars (deux mois d'importations) qui restent à l'Iran en réserves étrangères auront été dépensés, ou lorsque le prix du baril sera si bas que les monarchies du Golfe se verront obligées de cesser toute aide à l'Irak ou, ou... la guerre cessera. Derrière ces réflexions nourries de souhaits plus que d'arguments, il y a une « incontournable » réalité : il faut que quelque chose d'externe à la volonté propre des protagonistes ait lieu pour que les hostilités s'arrêtent.

Et c'est bien là que le constat devient intolérable : sur Chatt al-Arab comme à Beyrouth, les chefs paraissent étrangement disposés à sacrifier les leurs, à détruire leur économie, à démanteler leur société dans des guerres absurdes. L'Irak et l'Iran sont en effet épuisés, quelque 300 à 400 000 des leurs sont morts sur le champ de bataille, et les voilà frappés de plein fouet par la chute libre de leurs revenus pétroliers. Mais la guerre continue. L'Irak dit être partisan d'une fin immédiate des hostilités et l'Iran demande des comptes, jamais bien précis, à celui qu'il considère comme l'agresseur. C'est que ce conflit apparemment territorial porte en lui tant de dimensions proprement historiques. Pendant longtemps la rivalité ottomano-persane avait été le réceptacle de l'animosité entre chiites et sunnites. Mais c'est aussi un conflit nationaliste entre l'Irak autoproclamé défenseur des Arabes et l'Iran aux visées traditionnellement impériales. Cela sans parler de l'impressionnante joute entre sécularistes et religieux qui secoue l'ensemble de la région, y compris l'Etat hébreu lui-même. Posé en ces termes imbibés de souvenirs retouchés de gloires fanées et d'ambitions à peine avouables, le conflit ne pourrait jamais cesser ni à la mort d'un chef, ni à la déposition de l'autre, ni à l'effondrement économique des deux protagonistes.

Seule la modestie peut quelquefois sauver d'une impasse aussi totale, de tels Etats vulnérables et appauvris, et que le droit international pourrait prosaïquement aider à mettre un terme à leurs folies. Mais l'hybris de la tragédie grecque a colonisé les esprits, celui du général

Sharon autant que du colonel Kadhafi ; celui de tel chef de milice libanaise, de tel mollah enturbanné, ou de tel despote aux épaulettes étoilées. Ils se permettent tous de voir grand parce qu'ils se disent en communion avec leur Dieu, ou parce que la nature les a dotés d'un puits de pétrole. Et c'est là que l'on constate que la démocratie aide à voir petit, c'est-à-dire, dans cette région tourmentée, à voir juste. Imposer aux chefs un retour routinier devant un électeur soucieux de son quotidien, n'est guère le moindre des mérites de la démocratie. Mais l'Orient n'a même pas su être démocrate. Alors qu'un Israël agrandi semble opter pour une version orientale de l'apartheid, que des centaines de milliers de prisonniers politiques s'entassent dans les prisons arabes, que les droits de l'homme sont impunément bafoués, les Arabes paraissent malades de ceux qui les gouvernent, de leurs ambitions, de leur intolérance, ou plus simplement de leur longévité au poste.

### **S'il fallait espérer**

L'espoir est-il donc interdit ? En avril 1986, un général soudanais a tenu une parole que les généraux montés sur des trônes ont rarement tenue : après des élections presque libres, il a confié à un gouvernement civil la direction du pays, à la date à laquelle il avait promis de le faire quand il hérita du gouvernement tout en contradictions de Gaafar Nemeiry. Presque le même jour, les maronites du Liban se donnaient un nouveau patriarche qui paraît à beaucoup pouvoir conduire la communauté d'une main un peu plus ferme que celle de son prédécesseur tout en professant des vues aussi modératrices. Des élections passablement libres pourraient avoir lieu l'année prochaine en Jordanie. La révolte des policiers du Caire ne semble pas avoir poussé Hosni Moubarak à plus d'autoritarisme. Et la baisse des prix pétroliers pourrait encourager les dirigeants à asseoir leur légitimité autrement qu'en la payant en deniers publics.

S'il fallait voir se multiplier les raisons d'espérer, grande est la responsabilité de l'Occident. Car l'Orient arabe n'est guère une enclave fermée au système international. En réalité, il est difficile d'imaginer système régional plus pénétré par les grandes puissances. Que serait Israël sans l'aide constante et spectaculaire des Etats-Unis (3,4 milliards de dollars pour 1987) ? Comment savoir ce qui se passe sur les bords de Chatt al-Arab sans les satellites américains et comment la guerre pourrait-elle continuer sans l'afflux massif des armes américaines, soviétiques ou françaises vers les arsenaux des belligérants ? L'URSS n'a-t-elle pas donné à la Syrie des armes refusées à des pays de l'Est et que de fois Washington n'a-t-il pas déparé ses propres arsenaux au profit d'Israël ? Les accords de Camp David survivraient-ils si les 5 milliards offerts annuellement à leurs deux signataires leur étaient refusés ? Ce serait pure hypocrisie que

de refuser d'assumer ses responsabilités à l'égard d'une région si traversée d'influences extérieures, si vulnérable aux humeurs des puissances.

La pire façon de les assumer serait de faire de l'antiterrorisme la seule politique et des raids aériens l'unique diplomatie. Il y a sans doute des répliques qui s'imposent mais qui ne sauraient, en aucun cas, remplacer des solutions politiques à des problèmes politiques. Mais une vague traverse apparemment l'Occident, faite de joie revancharde en matière pétrolière et d'esprit va-t-en-guerre. Kadhafi peut ne pas être aimé de beaucoup d'Arabes. Mais ceux-là sentent aussi qu'en le frappant, les Etats-Unis sont mus par des considérations plus larges, sans doute aussi par le souvenir accumulé des échecs iranien et libanais. Kadhafi est peut-être coupable mais l'on punit plus aisément qui l'on peut que qui l'on veut. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, et il n'est pas perçu comme tel, si ce durcissement américain est contemporain d'une collusion sans précédent avec Israël qui va amener ce pays à participer aux recherches sur l'IDS et à bénéficier des multiples avantages d'une « coopération stratégique ». L'intimité israélo-américaine est actuellement telle qu'un dirigeant juif américain, un ancien du fameux « lobby », pense qu'elle est devenue malsaine et pourrait, dans son absolutisme, susciter une nouvelle vague d'antisémitisme. Une politique européenne plus équilibrée, plus sensible aux origines des conflits de la région, plus attachée au principe de bon voisinage avec les Arabes paraît d'autant plus nécessaire aujourd'hui, que Washington a choisi de sacrifier au théâtre et à la conjoncture. L'Europe, la France en particulier, en demeurant sourde aux sirènes reaganiennes, serait fidèle à ses idées, à ses amis et sans doute, aussi, à elle-même.

Car les dirigeants d'Occident se rendront vite compte que la soi-disant lutte contre le terrorisme par eux menée, et qui voudrait artificiellement séparer la violence de ses causes, n'aura fait que susciter de nouvelles vocations au martyr et à la violence. Un colonel d'Afrique du Nord ou un mollah de la proche Asie ne sont pas des phénomènes bizarres. Ils concentrent et manipulent de profondes frustrations régionales, une soif de justice pour les Palestiniens, de paix civile au Liban, d'authenticité culturelle, d'indépendance nationale ou plus simplement de dignité. L'Occident devrait aider à la résolution de ces problèmes, plutôt que de se complaire dans une confrontation théâtrale avec ceux qui les manipulent. Il pourrait même éliminer ces derniers mais il devra alors compter avec leurs remplaçants. Et à voir ce corps neurasthénique de l'Orient souffrir, il est difficile d'imaginer ces remplaçants en de serviles clients de l'Occident.